

Emmanuel Négrier : « une campagne électorale suppose une certaine agitation sociale dans l'espace public »



ENTRETIEN

Directeur de recherche au CNRS en science politique et enseignant à l'Université de Montpellier, Emmanuel Négrier estime que le second tour des élections municipales 2020, décalé au 28 juin, risque fort d'être biaisé. En cause, un premier tour à la participation extraordinairement faible, une campagne du deuxième tour mettant en lumière la fracture numérique et une prime aux élus sortants potentiellement accentuée par la crise sanitaire.

La Marseillaise : Avec ce second tour des Municipales arrivant trois mois après le premier tour et les mesures sanitaires qui l'accompagnent, peut-on parler d'une perte de la proximité entre candidats et électeurs dans cette campagne inédite ?

Emmanuel Négrier : C'est l'un des éléments qui faussent la donne. On a là une campagne qui risque d'être confinée alors même qu'une campagne électorale suppose une certaine agitation sociale dans l'espace public. D'autre part, avec l'idée que la campagne se déporte sur les réseaux sociaux, il faut prendre en compte la sociologie de ceux qui sont particulièrement actifs sur ces réseaux en termes d'intervention ou de réception. Donc on peut estimer qu'il y a un risque fort de voir une fracture numérique, non pas tant d'accès au matériel, mais de motivation à aller sur les réseaux sociaux pour obtenir ce type d'informations.

Une campagne, c'est souvent l'offre qui va à la rencontre de la demande. Or pour être touché par les réseaux, il faut avoir déjà manifesté un intérêt à la chose politique, ou bien il faut aller chercher soi-même. Et ceux qui vont chercher ne sont pas sociologiquement neutres ou représentatifs. Toute la théorie de la campagne de substitution numérique repose sur le fait que les électeurs vont faire la démarche de s'informer sur ces réseaux et qu'ils vont recevoir de manière égale les informations relatives aux campagnes des différents candidats.

Quelles sont les conséquences potentielles ?

E.N. : Cette campagne numérique sera biaisée. Les ménages les plus précaires ne s'y retrouveront pas et l'éloignement social ira de pair avec l'éloignement informationnel. Cela peut se traduire par un taux de participation extraordinairement faible, quand bien même les conditions sanitaires sont meilleures que pour le premier tour ou qu'aujourd'hui. D'autant que l'on fait reposer ce second tour sur un premier qui est lui-même hautement critiquable sur le plan démocratique. On le voit par exemple à Montpellier, mais dans d'autres communes également : le couperet a qualifié des candidats et en a éliminé d'autres dans des conditions parfois terriblement injustes. On peut donc voir que des candidats ont été élus dès le premier tour, comme au Crès avec un taux de participation 20 à 30% inférieur aux élections municipales précédentes, ce qui change la donne. Le deuxième tour repose sur des conditions douteuses. Et, certes, la campagne est plus longue, mais cela non plus n'est pas normal. Le législateur a toujours dit qu'une campagne doit voir un écart d'une semaine seulement entre les deux tours, pour qu'il n'y ait pas de modification subs-

« À quel point la gestion de la crise par un maire peut-elle effacer les réserves passées que les électeurs avaient sur son mandat ?

Il ne faut pas prendre les électeurs pour des imbéciles. Plus la participation est faible, plus ceux qui participent sont des électeurs intéressés et informés de l'offre politique. »

tantielle du contexte. Là, il y aura eu trois mois de non-campagne et d'utilisation active des réseaux sociaux, puis une campagne calfeutrée de trois semaines.

Je ne pense pas qu'on puisse imaginer que cette campagne rattrape le véritable problème de cette élection : l'inégalité des candidats face au suffrage.

Déjà forte lors des élections municipales habituelles, la prime au sortant va-t-elle être encore plus importante après ces trois mois de crise ?

E.N. : C'est tout à fait possible. Mais la seule réserve que je peux faire est qu'il ne faut pas en faire un élément d'élection automatique pour autant. À quel point la gestion de la crise par un maire peut-elle effacer les réserves passées que les électeurs avaient sur son mandat ? Il ne faut pas prendre les électeurs pour des imbéciles. Plus la participation est faible, plus ceux qui participent sont des électeurs intéressés et informés de l'offre politique. Ils sont donc moins susceptibles de changer facilement d'avis ou d'être sensibles au comportement



Le 28 juin, les électeurs sont appelés aux urnes dans 47 communes du Gard et 52 de l'Hérault pour le 2e tour des Municipales. Après trois mois de crise sanitaire, beaucoup de questions demeurent de part le caractère inédit de la campagne où les réseaux sociaux vont ainsi avoir un rôle plus prépondérant que jamais. PHOTOAFF

d'un élu sortant ayant bien géré la crise qui se retrouve aujourd'hui adulé après avoir été vivement critiqué avant la crise. Un schéma que l'on retrouve avec Jean-Marc Pujol à Perpignan ou Philippe Saurel à Montpellier, par exemple.

Avec un deuxième tour qui arrive trois mois après le premier, peut-on imaginer une refonte des programmes des candidats ?

E.N. : D'une part, encore plus que lors du premier tour, la présence de la dimension environnementale va être très importante. D'autre part, avec la pression de la crise économique qui se profile et dont l'on ne sait pas encore avec quelle ampleur elle va toucher notre pays, le besoin de gestion sociale du commun, du soin des autres avec plus de solidarité va être important. Enfin, de manière plus prosaïque, il y a tout l'éventail des reformulations de programmes qui se fait avec les fusions de listes. À partir du moment où il y a une fusion entre des listes, de gauche et écologiste par exemple, on peut imaginer une reformulation du programme avec un verdissement fort.

Les alliances justement, sont-elles celles qui étaient attendues ?

E.N. : Les cas de Montpellier et de Nîmes

montrent une crise des alignements politiques avec des alliances contre nature. Si on se tourne vers Nîmes, on a un candidat qui incarnait un vaste courant de gauche et qui rallie La République en Marche pour le deuxième tour. Il n'y a pas plus contradictoire, même si on sent bien que Daniel Richard fait cavalier seul et fait face à la désapprobation radicale de ses colistiers. Même chose concernant Clothilde Ollier et les représentants de la France insoumise rassemblés dans Confluence.

Dans les autres villes de la région, je vois des coalitions assez logiques, même si on peut, certes, en constater quelques unes plutôt surprenantes par endroit. C'est le cas de Cournonterral avec le maire sortant qui s'allie avec celle qui était sa première adjointe avant de se présenter contre lui pour éviter de perdre tous les deux la mairie, ou au Grau-du-Roi avec une alliance entre ennemis de droite d'hier pour rafler la Ville à Robert Crauste.

Il y a également des retraits de listes à Frontignan avec des candidats marqués à droite qui ne veulent pas prendre le risque d'être taxés, demain, d'avoir favorisés l'élection d'un maire d'extrême-droite.

Propos recueillis par Alan Bernigaud